

Cette très grande vulnérabilité électorale qui menace le macronisme



Dans son nouveau livre "Le paradoxe du macronisme", Luc Rouban décrit la vulnérabilité sur laquelle repose le quinquennat d'Emmanuel Macron.

Avec Luc Rouban

Atlantico : Vous définissez le macronisme comme "un libéralisme par l'État qui voudrait passer en force" (...) qui arrive à "contretemps". En quoi le macronisme est-il paradoxal ?

Luc Rouban : Cela est certainement un libéralisme par l'État. C'est-à-dire en fait l'idée qu'il faut un peu forcer les Français au libéralisme. Ce n'est pas un libéralisme spontané qui vient de la société, ce n'est pas du "laisser faire", et ce n'est pas le libéralisme traditionnel anglo-saxon. Ce libéralisme est en fait l'idéologie dominante d'une grande partie de la haute fonction publique notamment l'inspection générale des finances, et dont on trouve les racines chez Michel Rocard ou chez Valéry Giscard d'Estaing (tous les deux inspecteurs des finances). Cela est un peu l'idée tirée des travaux de Michel Crozier ; il n'y a pas de clivages sociaux, la France n'est pas au diapason de la mondialisation et du libéralisme, elle est en retard, et elle n'est pas assez moderne. Il reviendrait donc aux élites et à l'État de forcer cette modernisation. Quand on connaît un peu l'histoire de la pensée politique en France et de la haute administration, Emmanuel Macron part sur des bases finalement assez classiques, même si cela est décliné en des termes beaucoup plus modernes dans un contexte qui est bien sûr différent de celui de Michel Rocard ou de Valéry Giscard d'Estaing.

Le macronisme est paradoxal à plus d'un titre. Il se présente comme la réponse à une forme de convergence des Français en une espèce de centre mythique qui serait libéral, pro-européen, moderniste et high-tech. Or, quand on regarde les grandes enquêtes électorales du Cevipof, on s'aperçoit que dans le fond cela n'a pas du tout fonctionné comme cela. Il y a toujours un clivage gauche-droite extrêmement puissant dans le pays, aussi bien sur le terrain du libéralisme économique que sur celui du libéralisme culturel - que cela soit pour la tolérance sociétale ou d'acceptation de l'immigration-. Cela est un paradoxe dans la mesure où Emmanuel Macron se présente comme l'expression d'une convergence alors qu'en fait il est l'expression de désaccords profonds qui n'arrivent pas à se traduire sur le plan électoral. C'est un phénomène d'aubaine qui a été intelligemment pris en charge par le mouvement En Marche mais qui ne répond pas vraiment aux questions que se pose la société politique française.

L'autre paradoxe est que le discours va se construire sur la base d'un pouvoir horizontal de marcheurs, de participation démocratique qui va beaucoup séduire les premiers militants, mais qui vont être très déçus au bout d'un an, avec les statuts d'En Marche et dans la foulée de l'élection de 2017, parce que l'on va se retrouver rapidement avec un pouvoir très vertical, concentré et unilatéral.

Vous soulignez que la victoire d'Emmanuel Macron est une victoire par défaut "qui s'appuierait sur le dérèglement du marché électoral" et un "vote de second choix". Comment en êtes-vous arrivé à une telle

conclusion ?

Lorsque l'on examine le degré d'incertitude du choix des électeurs avant l'élection de 2017, on voit clairement que c'est l'électorat potentiel d'Emmanuel Macron qui est le plus incertain de son choix et le plus indécis. L'électorat potentiel d'Emmanuel Macron va en fait très largement le choisir, soit pour éviter d'avoir Marine Le Pen qui est quand même portée par une vague considérable de succès depuis les élections régionales de 2015, soit, aussi, du côté des électeurs de gauche, l'idée qu'il ne faut pas avoir un duel entre François Fillon et Marine Le Pen. Parce qu'il ne faut pas oublier que François Fillon n'est pas arrivé très loin d'Emmanuel Macron au premier tour. Pour beaucoup de ces électeurs de gauche, sachant qu'un candidat de gauche ou de droite ordinaire battrait sans trop de problèmes Marine Le Pen au second tour, il y avait une peur que François Fillon puisse gagner. Ils se sont donc rabattus sur Emmanuel Macron.

Et puis, surtout, lorsque l'on a posé la question aux électeurs d'Emmanuel Macron après le 1^{er} mais aussi après le second tour, ces derniers disaient qu'il s'agissait d'un choix par défaut, qu'ils n'étaient pas convaincus, pour 66% d'entre eux.

Emmanuel Macron est régulièrement présenté comme le président des riches, ce que vous réfutez partiellement en indiquant "du vote de classe statique par catégories historiques bien connues et reconnues, on passe à un vote de classement lié à la perception que les électeurs se font de leur propre trajectoire sociale passée ou à venir de leurs conditions de vie". Emmanuel Macron serait ainsi le président des "gagnants". Cependant, dans une période qui a vu disparaître le vote de classes, Emmanuel Macron n'est-il pas en train de le réhabiliter sous une nouvelle forme ?

Oui. On assiste à un double phénomène. Il y a la disparition du vote de classe ordinaire qui faisait que l'on avait un alignement de la classe ouvrière sur le vote de gauche et plutôt des cadres du privé sur un vote de droite parlementaire. Quand on fait une analyse précise du vote de 2017, on a le prolongement de ce qui s'est déjà produit depuis 2007 et 2012, c'est-à-dire une décomposition du vote de classe qui se traduit par une extension progressive du vote Front national y compris chez les diplômés et les cadres du privé, certes à des niveaux modestes, mais avec une courbe ascendante tout à fait impressionnante. Avant 2017, on pouvait observer que pas mal de cadres du privé votaient pour des candidats de gauche parce que leurs situations sont très diversifiées suivant la nature des entreprises. Beaucoup d'entre eux étaient parfois dans des situations difficiles, ou étaient plutôt en situation de contestation politique, et ils ne choisissaient pas forcément un candidat libéral. Pour les ouvriers, on voit que pratiquement un tiers d'entre eux vote Front national, ils abandonnent de plus en plus la gauche. Cette déstructuration s'appelle le désalignement électoral en sociologie politique.

Le deuxième phénomène est que l'on peut observer une recomposition de classe, ce pourquoi je parle dans l'ouvrage d'un nouveau vote de classe. Il ne s'agit plus d'un vote de classe statique ou on s'identifie à une classe – la classe ouvrière et sa culture, ses traditions, sa mémoire, 1936 etc... et de l'autre côté cette mythologie du cadre, de la classe moyenne-.

Cette situation pose un problème d'expression politique d'un certain nombre de situations sociales ou économiques qui sont parfois difficiles. Le problème est que l'on peut voir une sorte d'anomie sociale qui s'est développée avec beaucoup d'acteurs sociaux qui ont perdu leurs repères et qui ne retrouvent plus dans l'offre politique un choix clair et cohérent qui correspond à leurs attentes. Emmanuel Macron va profiter de cette décomposition, de ce chaos dans l'expression politique traditionnelle.

Mais c'est quand on regarde les considérations subjectives de son électorat que cela devient intéressant. On s'aperçoit qu'au travers de grilles de lecture sur la satisfaction à l'égard de son existence passée, de ses perspectives d'avenir, de sa situation professionnelle, Emmanuel Macron va surtout attirer les gagnants, ceux qui sont positifs, optimistes. Alors que ceux qui sont beaucoup plus pessimistes vont voter, selon leur niveau de diplôme, soit pour le Front national, soit pour la France Insoumise dans ce contexte de déréglementation complète du marché électoral. De l'ancien modèle de vote de classe objectif on passe à un vote de classe subjectif. On parle des gagnants, de ceux qui profitent d'une certaine mobilité sociale, et ce sera l'un des ressorts les plus puissants du macronisme électoral qui est de développer ce discours sur la mobilité sociale qui va plaire à un certain nombre d'électeurs qui ne sont pas forcément des bobos ou des jeunes diplômés high-tech travaillant dans des start-ups.

Évidemment, le problème est que tout le monde ne se retrouve pas dans ce cadre. Une majorité de Français sont plutôt pessimistes ou déprimés et ne voient pas du tout en quoi la mobilité sociale pourrait s'améliorer pour eux ou pour leurs familles. C'est donc un autre type de vote de classe qui est en dynamique et qui recouvre un vote qui est devenu très complexe.

La lecture politique de la société française est devenue complexe parce que selon les électors les facteurs d'explication du vote peuvent changer. Différents facteurs vont se combiner; la mobilité sociale, le patrimoine, la religion, la situation socio-professionnelle, la génération, et ils se combinent de manière différente selon l'électorat. Par exemple, pour François Fillon le facteur religieux est très important et ensuite vous avez le patrimoine. Chez Marine Le Pen, la religion ne compte pas du tout, cela est beaucoup plus une question d'âge, ce sont les plus jeunes, et une question de patrimoine, qui sont les plus faibles.

Ce que l'on constate, c'est que ce nouveau vote repose énormément sur la représentation que l'électeur se fait de sa propre situation. Et cela introduit un vrai problème parce qu'à partir du moment où vous êtes dans un vote de type subjectif, on peut facilement jouer sur cette représentation que vous avez de vous-même. Cela explique en grande partie tout l'enjeu communicationnel des élections et de la vie politique d'aujourd'hui. Cela n'est pas simplement de la propagande, cela est aussi une façon d'offrir des récits cohérents à des électeurs qui ont perdu leurs repères. Ce point est un véritable enjeu pour l'avenir politique en France, et même dans toutes les démocraties parce que l'on voit la même chose aux Etats-Unis ou dans d'autres pays européens. A partir du moment où l'on est dans le subjectif, on est dans l'affectif, c'est-à-dire une dimension personnalisée du politique, avec un Emmanuel Macron comme Leader Maximo, ce qui suppose un peu de populisme. Cela ouvre une potentialité très dangereuse de pouvoir jouer avec ces représentations,

soit au travers d'agences de communication, soit au travers d'éléments de langage qui sont très calculés. Vous avez une possibilité de manipuler les représentations. Et là, on entre dans une nouvelle phase de la politique.

Qu'est-ce que cela implique pour l'opposition politique, les "gagnants" étant minoritaires par définition ?

Le problème pour Emmanuel Macron, et pour le macronisme, c'est de se constituer une base électorale solide. Mais à partir du moment où vous prenez acte de cette disparition du vote de classe et que vous êtes sur un terrain de vote subjectif en termes de mobilité sociale, vous êtes très vulnérable et très fragile. Parce que vous jouez votre avenir sur l'amélioration économique globale du pays, sur la diminution du taux de chômage, et sur la création -et cela est très important – d'une perspective d'avenir, et sur une cohérence. Emmanuel Macron avait beaucoup insisté et avait compris le danger en disant qu'il fallait être cohérent, et qu'il fallait donner cette perspective d'avenir. Et là, il faut bien reconnaître qu'il est loin du compte pour l'instant. LREM et Emmanuel Macron n'ont pas été capables d'offrir cette perspective d'avenir. Cela est la grande fragilité du macronisme. Ce qui lui a permis de gagner est peut-être aussi ce qui va le perdre. Parce qu'il n'a pas de base sociologique bien précise. Pour cela, il faudrait une construction politique permanente et surtout un projet politique qui soit clair et cohérent pour une majorité qui pourrait le soutenir. Sinon, ce sera l'éternel retour du vote par défaut.

En s'opposant frontalement à Emmanuel Macron sur la scène européenne, Matteo Salvini et Viktor Orban ne rendent-ils pas un immense service à Emmanuel Macron ?

Non. Parce qu'Emmanuel Macron était quand même très désireux de modifier le mode de fonctionnement de l'Union européenne avec une intégration beaucoup plus poussée, et là il se retrouve justement avec une montée des populismes – ils sont diversifiés – qui justement s'opposent à ce projet de refondation de l'Europe et qui renvoie aussi à la France l'idée que dans le fond, l'avenir se teinte de plus en plus de nationalisme. Par conséquent, ce n'est pas du tout un cadeau pour Emmanuel Macron. Évidemment, d'une certaine manière Emmanuel Macron peut dire qu'il est l'homme de l'ouverture contre la fermeture, mais quand on regarde le niveau de libéralisme culturel des Français en matière d'immigration, il est extrêmement bas, même plus bas qu'en Italie. Donc, en fait le macronisme arrive à contretemps sur ce terrain-là. Si Emmanuel Macron pouvait trouver un relais dans l'opinion avec des Français qui voudraient voir arriver plus de migrants, cela pourrait prendre forme, mais ce n'est pas du tout le cas. Les Français, cela est très clair, on le voit bien dans nos mesures, se sont en majorité fermés à l'égard de la question de l'immigration. En Europe, c'est en France que l'on trouve l'évolution la moins favorable à l'immigration. Emmanuel Macron n'a pas les ressources politiques nécessaires pour contrer Salvini sur le terrain des migrants. Il n'a pas beaucoup de marges de manœuvre, et on le voit dans ses décisions qui ne vont pas dans le sens d'une grande ouverture.